



HAL
open science

La dialectique des terrorismes en Inde depuis 2001 : la “ main de l'étranger ”, les islamistes et les nationalistes hindous

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. La dialectique des terrorismes en Inde depuis 2001 : la “ main de l'étranger ”, les islamistes et les nationalistes hindous. Critique Internationale, 2010, 47, pp.93 - 110. 10.3917/cii.047.0093 . hal-01023840v2

HAL Id: hal-01023840

<https://sciencespo.hal.science/hal-01023840v2>

Submitted on 14 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La dialectique des terrorismes en Inde depuis 2001 : la « main de l'étranger », les islamistes et les nationalistes hindous

par Christophe Jaffrelot

entre 2001 et 2008, l'Inde fut l'un des pays où les attentats furent les plus nombreux. Au cours de cette période, des explosions touchant une grande ville – plus rarement une agglomération de taille moyenne – firent, plusieurs fois par an, des dizaines, voire plus d'une centaine de victimes. Si quelques-unes de ces attaques étaient dues aux mouvements maoïstes et aux séparatistes tant au Cachemire qu'en Assam, la majorité d'entre elles furent le fait de groupes islamistes et nationalistes hindous auxquels les pages qui suivent sont exclusivement consacrées.

L'Inde subissait déjà ce type de violence au Cachemire depuis que l'insurrection commencée en 1989 avait débouché sur la prise de contrôle du mouvement séparatiste par des islamistes qui multiplièrent les attentats dans la vallée de Srinagar et ailleurs dans la province. Cependant, au cours des

années 2000, les groupes jihadistes cessèrent de concentrer leurs attaques sur le Jammu et Cachemire pour viser d'autres régions de l'Inde.

Certes, le 12 mars 1993, Bombay avait été le théâtre d'une dizaine d'explosions qui avaient fait 257 victimes, mais il s'agissait alors d'un cas isolé, ces attentats étant une réaction – d'ailleurs orchestrée par la mafia de Bombay avec le soutien probable du renseignement militaire pakistanais (l'Inter Service Intelligence, ISI) – à la démolition de la mosquée Babri Masjid d'Ayodhya par des nationalistes hindous le 6 décembre 1992. Un autre attentat isolé avait eu lieu en 1998 à Coimbatore (48 victimes) à l'initiative du mouvement indépendant Al Umma¹. Les attaques des années 2000 en revanche s'inscrivirent dans une série.

Pendant des années, le gouvernement indien attribua la responsabilité de ces actes de violence à l'État pakistanais et, dans une moindre mesure, au Bangladesh. Toutefois, la police indienne en vint peu à peu à considérer que des musulmans de l'Inde prenaient à ces activités terroristes une part de plus en plus importante. Relayant les conclusions de la police, la presse indienne décrivit ces terroristes locaux comme étant constitués en réseaux et travaillant en étroite collaboration avec des organisations étrangères sans se contenter de jouer les informateurs et les facilitateurs. Pourquoi certains musulmans indiens, jusque-là si peu portés à l'islamisme, connurent-ils une telle radicalisation ? Certainement pas en raison de traits culturels propres à l'islam², ni même en raison d'un programme fondamentaliste appelant à un jihad armé. S'ils prirent l'initiative d'attaques terroristes ou participèrent activement à ces opérations, c'est en réaction aux violences dont les musulmans de l'Inde, en général, avaient été victimes au cours des années 1990-2000 de la part des nationalistes hindous. Or, à partir du moment où la police attribua de plus en plus souvent la responsabilité des actes terroristes à des musulmans de l'Inde, sans d'ailleurs toujours disposer de preuves convaincantes, certains de ces nationalistes basculèrent à leur tour dans le terrorisme, faisant entrer le pays dans un cycle de violence qui atteignit son paroxysme durant l'été 2008.

Cette dialectique des terrorismes offre une nouvelle illustration de la stratégie consistant à imiter les techniques de l'Autre pour mieux lui résister. Ce type de mimétisme se manifesta dès les débuts du mouvement nationaliste hindou,

1. Cet attentat fut en partie attribué à Abdul Nasser Madhani, fondateur de l'Islamic Sevak Sangh au Kerala en 1991. Aussitôt arrêté, il fut finalement acquitté en 2007 après neuf ans de prison. Son épouse fut toutefois arrêtée en décembre 2009 après l'attentat de Bangalore (2008). Voir Shaju Philip, « Terror Ties Come Back to Haunt Madhani », *The Indian Express*, 21 décembre 2009, p. 9.

2. Voir la réfutation de cette « théorie » par Irfan Ahmad, « The Secular State and the Geography of Radicalism », *Economic and Political Weekly*, XLIV (23), 6 juin 2009, p. 33-38.

lorsque la communauté majoritaire se sentit menacée par les missionnaires chrétiens puis par le panislamisme, de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e³. Il se fonde sur un véritable jeu de miroir dans lequel l'ennemi, jouissant d'une aura certaine, est autant l'objet d'une imitation que de la plus virulente des stigmatisations.

De « la main de l'étranger » à l'indianisation du jihad ?

C'est en décembre 2000, avec l'attentat du Fort Rouge de Delhi attribué au groupe pakistanais Lashkar-e Taiba (LeT), que la violence terroriste déborda pour la première fois et durablement les frontières du Jammu et Cachemire. Le 13 décembre 2001, la tentative d'infiltration d'un commando pakistanais dans l'enceinte du Parlement indien consacra ce tournant de façon plus spectaculaire encore : l'affrontement du groupe terroriste avec les forces de l'ordre fit 7 morts et causa une grande émotion en Inde. Sept ans plus tard, le 26 novembre 2008, l'attaque à Bombay de deux hôtels de luxe, de la gare principale, d'un café très fréquenté par les étrangers et d'un centre culturel juif fit 172 morts ; les tueries et les prises d'otages durèrent plus de cinquante heures. À Delhi comme à Bombay, les responsables des attentats furent identifiés comme étant d'origine pakistanaise, conclusions qui n'excluent pas le fait que les terroristes aient bénéficié de soutiens locaux⁴. En effet, entre ces deux temps forts eurent lieu une multitude d'attentats qui provoquèrent la mort de 800 personnes environ⁵, et dont la responsabilité fut de plus en plus souvent imputée à des musulmans indiens. Leurs cibles, qui pouvaient varier, étaient soit des sites par nature peuplés (marchés, cinémas, gares, trains, hôpitaux), soit des lieux saints – hindous ou musulmans –, soit des symboles de l'Inde démocratique (Parlement, tribunaux) ou de l'Inde « moderne » (Bombay, Bangalore). Pour analyser ces violences, le chercheur ne peut s'en remettre – sauf à prétendre jouer les Sherlock Holmes – qu'aux sources ouvertes. L'examen critique de ces dernières permet à la fois de mieux comprendre les stratégies de l'État indien et d'appréhender l'atmosphère créée par les communiqués officiels dont la presse se fit souvent l'écho sans grande discrimination.

3. Christophe Jaffrelot, *Les nationalistes hindous*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993, chap. 1.

4. Dans le cas des attentats de Bombay (2008), la police impliqua également quatre musulmans indiens. Voir Lata Jagtiani, *Mumbai Terror Attacks*, New Delhi, Rupa, 2009, p. 243 et 246-251.

5. Voir la liste des principaux attentats terroristes d'origine islamiste ou nationaliste hindoue de 2002 à 2008 (annexe 1) sur le site de *Critique internationale* (<http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/publica/critique/critique.php>).

Le rôle des jihadistes étrangers

D'après la police indienne, la plupart des terroristes agissant en Inde au début des années 2000 appartenaient au LeT⁶. Formé en 1991, ce groupe pakistanais est aujourd'hui encore basé à Muridke, près de Lahore, et dirigé par Hafiz Saeed⁷. Il s'agit en fait du bras armé d'un mouvement plus large, le Dawat-ul Irshad, qui changea de nom pour s'appeler Jamaat-ud-Daawa après que Washington l'eut inscrit sur sa liste des groupes terroristes. Le général Musharraf fit même arrêter Saeed en mai 2002 pour le relâcher quelque temps plus tard faute de preuves, suivant un scénario appelé à se répéter. Depuis, le LeT a continué à recruter des militants plus ou moins ouvertement.

L'Inde fut la cible privilégiée du LeT dès les années 1990. Saeed énonça même ouvertement cette priorité stratégique lors d'un meeting de masse en novembre 1999 : « Aujourd'hui, si Dieu le veut, j'annonce l'éclatement de l'Inde. (...) Nous ne relâcherons pas notre effort tant que l'Inde ne sera pas absorbée par le Pakistan »⁸. L'attaque du Fort Rouge, quelque temps plus tard, confirma ce projet.

D'autres mouvements jihadistes basés au Pakistan prirent l'Inde pour cible, comme le Harkat-ul-Mujahideen (HuM) et ses nombreux avatars. Cette organisation d'obédience déobandite⁹ est issue du Harkat-ul-Jihad-al-Islami (HuJI), qui vit le jour durant le jihad contre les Soviétiques en Afghanistan et bénéficia du soutien des États-Unis jusqu'en 1984. À la mort de son fondateur, Maulana Mohammad Irshad, le HuJI se divisa en différentes organisations, dont le HuM, qui, sous l'impulsion du Maulana Fazl-ur-Rahman Khalil, intensifia considérablement ses actions au Cachemire. En 1993, le HuJI et le HuM

6. Sur le LeT, voir l'article en ligne de Mariam Abou Zahab où celle-ci écrit : « C'est un groupe jihadiste d'obédience salafiste et instrumentalisé par les services de renseignement de l'armée pakistanaise (ISI) pour mener une guerre asymétrique contre l'Inde au Cachemire. Il s'est rendu célèbre par ses opérations spectaculaires contre l'armée indienne depuis le début des années 1990. À la différence d'autres groupes actifs au Cachemire, les combattants du Lashkar-e Taiba sont à 80 % pakistanais et issus de l'enseignement public et non des madrasas (écoles coraniques). Le programme du Lashkar-e Taiba est clair : islamiser le Cachemire et l'Inde puis partir à la conquête du monde entier et restaurer le califat. Pour le Lashkar-e Taiba, le Cachemire n'est donc que la porte de l'Inde. Il affirme "lutter pour la libération de 200 millions de musulmans indiens" et rêve de planter le drapeau de l'islam sur le Fort Rouge de Delhi, symbole de la reconquête du siège de l'Empire moghol occupé par les hindous (il a d'ailleurs mené une opération contre ce monument en décembre 2000) ». (<http://www.bakchich.info/Inde-les-terroristes-etaient-de,06097.html>).

7. Voir Saeed Shafqat, « From Official Islam to Islamism: The Rise of Dawat-ul Irshad and Lashkar-e Taiba », dans C. Jaffrelot (ed.), *Pakistan, Nationalism without a Nation*, Delhi, Manohar, 2002, p. 131-148.

8. Cité dans Praveen Swami, « Behind Bangalore: The Origins of the Long Jihad », *The Hindu*, 1^{er} septembre 2006.

9. Le séminaire Dar ul-ulum de Deoband, dans l'actuel Uttar Pradesh, a été créé en 1867. Si aujourd'hui les déobandis font figure de fondamentalistes véhiculant une version rigoriste de l'islam, Mushirul Hasan souligne que cette « école » a été créée dans « un esprit de conciliation et non de défiance par rapport à la *Pax Britannica* » (M. Hasan, *Legacy of a Divided Nation: India's Muslims since Independence*, Londres, Hurst, 1997, p. 33).

s'unirent à nouveau pour former le Harkat-ul-Ansar (HuA) dont le chef de file n'était autre que Maulana Masood Azhar. Les Américains mirent le HuA sur leur liste noire des groupes terroristes en 1997, ce qui incita le mouvement à reprendre son premier nom, Harkat-ul-Mujahideen. Quant à Masood Azhar, arrêté au Cachemire indien puis libéré après la prise d'otages du vol IC 814 en 1999, il retourna au Pakistan pour créer le Jaish-e-Mohammad (JeM), que rejoignirent la plupart des membres de HuM.

Le LeT et le JeM furent les premières organisations pakistanaïses à ne pas se contenter d'agir depuis le Pakistan : ils créèrent des sections indiennes et s'organisèrent en vue de devenir des mouvements sud-asiatiques.

L'implantation du salafisme (la mouvance dont participe le LeT) remonte en Inde à la création du Tanzim Islahul Muslimeen dans un bidonville de Bombay, Mominpura, au début des années 1980. Ce mouvement attira de nombreux musulmans après les émeutes de 1985 à Bhiwandi (Maharashtra) qui ébranlèrent profondément la confiance de la minorité musulmane en l'État indien¹⁰. Deux hommes jouèrent alors un rôle clé : Abdul Karim, plus connu sous le nom de « Tunda », et Azam Ghauri, qui avait commencé sa carrière d'activiste dans les rangs du mouvement armé maoïste People's War Group. Tous deux aspiraient à créer une organisation de défense des musulmans indiens s'inspirant du modèle de la Shiv Sena et du RSS, la matrice du BJP et de bien d'autres mouvements nationalistes hindous, pour venger les victimes de violences intercommunautaires. Au début des années 1990, Karim se rendit à Dakha où il rencontra Zaki-ur-Rahman, cadre pakistanaïse du LeT qui avait pour mission de développer le mouvement hors du Cachemire, sa base en Inde¹¹. Au milieu des années 1990, il dirigeait la section nord-indienne du LeT depuis Dhaka¹².

Le LeT se développa également dans l'Inde du Sud, avec Hyderabad comme principale plaque tournante de l'organisation dans cette zone. En septembre 2002, une douzaine de jeunes musulmans de la ville rejoignirent des camps d'entraînement du LeT au Pakistan. Parmi eux se trouvait Abdul Rehman, parent d'un mafieux gujarati, Yakub Khan Pathan, *alias* Rasool Khan Party, qui

10. Sur l'émeute de Bhiwandi, qui reflète – avec d'autres – l'agressivité croissante des nationalistes hindous à l'égard des musulmans, voir C. Jaffrelot, « Processions hindoues, stratégies politiques et émeutes entre hindous et musulmans », *Purusbartha* (Études réunies par Denis Vidal, Gilles Tarabout et Éric Meyer), 16, 1994, p. 261-287. Les mouvements nationalistes hindous les plus actifs à Bhiwandi – et ailleurs au Maharashtra – étaient alors la Shiv Sena (l'Armée de Shivaji) et le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Mouvement des volontaires nationaux).

11. Zaki-ur-Rahman est aujourd'hui accusé par la police pakistanaïse d'être à l'origine de l'attentat de Bombay en 2008.

12. P. Swami, « Behind Bangalore: The Origins of the Long Jihad », art. cité, et « Harnessing Hate », *Frontline*, 11 août 2006, p. 128-130.

avait des liens avec Dawood Ibrahim, le parrain de la mafia de Bombay exilé depuis les attentats de 1993 dont il était soupçonné d'avoir pris l'initiative.

La trajectoire du HuM/JeM en Inde est fort comparable à celle du LeT. C'est, semble-t-il, en 2005 que fut établie la « première cellule terroriste du Harkat en vue de frapper l'Inde en dehors du Jammu et Cachemire »¹³. De manière très significative, elle fut créée par des musulmans du Pakistan et du Cachemire indien : Bhatti, le chef de cette cellule était de Sialkot ; son lieutenant, Iqbal, de Karachi, et les deux autres, Butt et Rather, du Cachemire indien. Avant d'être démasqués et abattus par la police indienne en 2006, ils parvinrent à établir quelques têtes de ponts en Inde du Nord.

Parmi les attaques terroristes orchestrées, d'après la police indienne, par des groupes d'origine pakistanaise, la plus marquante fut celle qui tua plus de 200 personnes à Bombay en juillet 2006. La façon dont la presse rendit compte de cet attentat est caractéristique de son manque de distance critique par rapport aux sources policières. D'après le magazine *India Today*, le complot avait été conçu à Bahawalpur (Pakistan), chez un commandant du LeT, Azam Cheema, en présence d'activistes indiens du LeT¹⁴. Une cinquantaine de personnes avaient été formées à la fabrication d'explosifs à Bahawalpur. Les terroristes s'étaient ensuite divisés en trois groupes qui étaient entrés en Inde *via* le Népal pour le premier, le Bangladesh pour le deuxième et le Kutch (Gujarat) pour le troisième.

Toujours selon *Indian Today*, les quatorze membres du commando avaient séjourné dans quatre endroits différents de la banlieue de Bombay – Malad, Bandra, Borivli et Mumbra, puis, de façon on ne peut plus symbolique, ils s'étaient répartis en sept équipes formées chacune d'un Pakistanais et d'un Indien, chaque groupe transportant une cocotte-minute remplie de 2 à 2,5 kg de RDX et de 3,5 à 4 kg de nitrate d'ammonium, substance qui multiplie par trois la puissance de l'explosif (15 à 20 kg de RDX avaient été acheminés depuis le Pakistan par le port de Kandla tandis que le nitrate d'ammonium était venu de Bombay). Parmi les Indiens arrêtés par la police après l'attentat, certains étaient bien intégrés socialement, notamment ceux qui auraient appartenu au syndicat étudiant SIMI (Students Islamic Movement of India). C'était le cas de Tanvir Mohammed Ansari, spécialiste de la médecine unani¹⁵ à l'hôpital Saboo Siddique de Byculla (Bombay), qui aurait procuré les 20 kg de nitrate d'ammonium utilisés par le commando. Ehtesham Siddiqui, qui fut

13. P. Swami, « A Terrorist Organisation Rises Again », *The Hindu*, 24 mars 2006.

14. Prerana Thakurdesai, « How the Case Was Cracked », *India Today*, 16 octobre 2006, p. 26.

15. Médecine importée par les Arabes et dont les origines remontent aux conclusions d'Hippocrate reprises et développées par plusieurs savants arabes, à commencer par Avicène.

accusé d'avoir apporté le RDX et fabriqué la bombe qu'il avait disposée ensuite à Mira Road, avait été le secrétaire général du SIMI pour le Maharashtra. Khan Bashir Khan, qui venait du district de Jalgaon, fut, quant à lui, accusé d'avoir fait exploser une des sept bombes.

Alors que l'Anti Terrorist Squad (ATS) du Maharashtra avait inculpé 13 personnes sur la base de cette reconstitution, la police de Bombay arrêta deux ans plus tard d'autres terroristes dont les aveux, bien plus cohérents, mirent l'ATS dans un grand embarras¹⁶. Ces contradictions, qui reflètent non seulement une précipitation de l'enquête sur laquelle nous reviendrons mais aussi une guerre des polices, ne remettent toutefois pas en cause un point important : l'implication dans ces attentats de musulmans de l'Inde.

Le SIMI et l'Indian Mujahideen (IM), creusets d'un jihadisme armé indien ou boucs émissaires ?

Le SIMI fut fondé en 1977 à l'Université musulmane d'Aligarh (Uttar Pradesh) par la Jama'at-e-Islami Hind (JIH), héritière indienne du mouvement islamiste créée par Maududi en 1941, dans le but de remplacer son ancien syndicat étudiant, la Students Islamic Organization (SIO) dissoute en 1975 pour cause d'état d'urgence¹⁷. Le SIMI eut d'abord pour président Mohammad Ahmadullah Siddiqi, aujourd'hui professeur à l'École de journalisme de l'Université de Western Illinois, qui structura son idéologie autour de trois notions : la promotion de l'unité de l'Oumma, la restauration du Califat et l'exhortation au Jihad¹⁸, ce qui l'amena à rejeter à la fois l'idée de nation et celle de démocratie. On retrouvait en fait dans le discours du SIMI l'influence de Maududi, le principal théoricien sud-asiatique de l'État islamique¹⁹.

Toutefois, la JIH, qui étaient en train de s'émanciper de l'héritage de Maududi, s'accommodait mal de l'idéologie du syndicat étudiant. Plusieurs de ses leaders s'élevèrent notamment contre le boycottage des élections qui privait les musulmans de l'Inde de l'un de leurs principaux leviers

16. Voir l'analyse de S. M. Mushrif, ancien inspecteur général de police au Maharashtra, dans *Who Killed Karkare? The Real Face of Terrorism in India*, New Delhi, Pharos, 2009, p. 64-73. Sur les incohérences entre les différentes enquêtes qui suivirent les attentats des années 2000, notamment ceux de Delhi, voir aussi V. Ramakrishnan, « Crime Stories », *Frontline*, 24 octobre 2008, p. 24-32.

17. On désigne ainsi la période de 18 mois, de 1975 à 1977, au cours de laquelle Indira Gandhi mit la démocratie entre parenthèses.

18. Animesh Roul, « Students Islamic Movement of India: A Profile », *Terrorism Monitor*, 4 (7), 6 avril 2006 ; R. Upadhyay, « Students Islamic Movement of India (SIMI) », South Asia Analysis Group, Paper 825, 30 octobre 2003 ; voir également l'interview de Mohammad Ahmadullah Siddiqi (<http://www.rediff.com/news/2003/sep/02inter.htm>).

19. Vali Nasr, *Maududi and the Making of Islamic Revivalism*, New York, Oxford University Press, 1996.

d'action²⁰. À partir de 1977, la JIH intégra le jeu politique, sans nécessairement présenter de candidats, mais en soutenant certains explicitement. Cette évolution vers plus de modération n'étant pas en accord avec la trajectoire du SIMI, la JIH finit par ressusciter la SIO pour disposer de son propre syndicat étudiant.

L'opposition entre la SIO et le SIMI se durcit lorsque les nationalistes hindous se mobilisèrent à Ayodhya (ville du Nord de l'Inde) pour la (re)construction d'un temple dédié au dieu Ram à la place de la Babri Masjid que les Moghols avaient édiflée en 1528. Avant même de se livrer à la démolition de la mosquée le 6 décembre 1992, le mouvement nationaliste hindou provoqua un cycle d'émeutes antimusulmanes sans précédent depuis la Partition qui accéléra la radicalisation du SIMI, tandis que le syndicat de la JIH demeurait plutôt passif face aux événements. En 1991, le SIMI se prononça en faveur d'une forme violente de jihad²¹. Le pogrome du Gujarat²², au cours duquel 2 000 musulmans environ furent victimes des nationalistes hindous qui dirigeaient le gouvernement de l'État, accentua encore cette tendance. L'un des militants du SIMI interviewés par I. Ahmad a bien traduit le désir de revanche qui animait l'organisation au début des années 2000 : « Ils [les militants du RSS] tuent (...) des musulmans tous les jours. Ils violent nos sœurs et nous restons des spectateurs muets. Qu'avons-nous eu au cours des cinquante dernières années ? Des émeutes antimusulmanes ! Ils exercent leur tyrannie sur les musulmans, violent nos sœurs, et le gouvernement les regarde faire. Si nous ne prenons pas les armes et ne lançons pas le jihad, que ferons-nous ? Nos sœurs retrouveront-elles leur virginité ? Il est de notre devoir religieux de protéger leur chasteté et d'arrêter le génocide des musulmans. Si nous sommes tués au cours de ce jihad, nous deviendrons des martyrs. Cette mort est mille fois meilleure que la mort par humiliation »²³.

Les discours du SIMI en faveur des Talibans au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et les manifestations qu'il organisa contre l'offensive américaine en Afghanistan ainsi que son éloge d'Osama bin Laden, « le vrai mujahid »²⁴, amenèrent le gouvernement indien alors dominé par le BJP à interdire le mouvement le 27 septembre 2001 pour deux ans. Le responsable

20. I. Ahmad, *Islamism and Democracy in India: The Transformation of Jamaat-e-Islami*, New Delhi, Permanent Black, 2010, p. 229.

21. I. Ahmad souligna – en citant le plan d'action du SIMI de 1991 – que par jihad, le SIMI entendait « le meurtre des ennemis » (*ibid.*, p. 175).

22. C. Jaffrelot, « Les violences entre hindous et musulmans au Gujarat (Inde) en 2002 : émeute d'État, pogromes et réaction anti-jihadiste », *Revue Tiers Monde*, XLIV (174), avril-juin 2003, p. 345-368.

23. *Ibid.*, p. 164.

24. Cité dans Y. Sikand, « Islamist Assertion in Contemporary India: The Case of the Students Islamic Movement of India », *Journal of Muslim Minority Affairs*, 23 (2), octobre 2003, p. 343.

de l'administration du ministère de l'Intérieur invoqua les liens du SIMI avec Al Qaïda et le Hamas sans apporter la moindre preuve à l'appui de ses allégations. L'interdiction reconduite le 27 septembre 2003 fut levée par le ministère de l'Intérieur au bout de deux ans puis réimposée le 7 février 2006. Les membres de l'organisation firent appel de cette décision qui fut confirmée par la Haute Cour de Delhi. En 2007, l'organisation saisit la Cour suprême pour recouvrer une existence légale, mais les juges confirmèrent les décisions antérieures en considérant le SIMI comme « un mouvement sécessionniste », qui, de surcroît, n'avait pas mis fin à ses activités illégales²⁵. L'interdiction fut reconduite en février 2008, mais cette fois l'organisation fit appel de cette décision avec succès devant la Haute Cour de Delhi qui considéra le 5 août 2008 que les preuves justifiant une telle dissolution faisaient défaut. Le gouvernement fit appel de cette décision devant la Cour suprême qui, elle, confirma la dissolution²⁶.

D'après les autorités indiennes, l'organisation disposerait aujourd'hui de 400 cadres à temps plein et de quelque 20 000 membres²⁷, mais elle a souffert de l'interdiction qui pèse sur elle depuis 2001, ses dirigeants étant contraints d'œuvrer dans la clandestinité. Les derniers leaders connus, Shahid Badar Falahi et Safdar Nagori, qui étaient respectivement président et secrétaire général de l'organisation, furent arrêtés : le premier dès septembre 2001, le second en mars 2008 après des années de clandestinité. Shahid Badar Falahi a été libéré faute de preuves, après des séjours prolongés en prison²⁸ ; Safdar Nagori attend toujours d'être jugé, les charges retenues contre lui étant apparemment plus sérieuses.

Il semble en effet qu'une partie du SIMI ait opté pour le recours au terrorisme, en accord avec l'appel à la vengeance mentionné plus haut, surtout après que la police et la justice indiennes se furent montrées incapables de sanctionner les responsables de la démolition de la mosquée d'Ayodhya, ceux des émeutes liées à cette affaire et ceux du pogrome du Gujarat. I. Ahmad apprit lors de son enquête de terrain « que tout récemment le SIMI avait développé de funestes liens avec des organisations jihadistes du Pakistan. D'après les confidences recueillies presque dans un murmure, le SIMI, de façon consciente ou non, était en train de se faire manipuler par la Jamaat pakistanaise et par l'Inter Service Intelligence du Pakistan qui cherchait à déstabiliser l'Inde pour se venger de la

25. *Central Chronicle*, 16 février 2007.

26. Ajit Sathi, « A Judge Stirs a Hornet's Nest », *Telbeka*, 5 (32), 16 août 2008.

27. Y. Sikand, « Islamist Assertion in Contemporary India: The Case of the Students Islamic Movement of India », art. cité, p. 340.

28. A. Sathi, « Inside the Whale: State vs Shahid Badr Falahi », *Telbeka*, 5 (32), 16 août 2008.

guerre de 1971. Les liens transfrontaliers du SIMI provoquèrent un conflit interne et ceux qui s’y opposaient démissionnèrent ou furent expulsés »²⁹.

Les militants du SIMI furent accusés d’avoir participé à de nombreux attentats de l’année 2005. D’après les autorités indiennes, certains membres de l’organisation étaient impliqués notamment dans l’attaque du site d’Ayodhya du 5 juillet, dans celle du train Shramjeevi du 28 juillet et dans celle de New Delhi en octobre. À partir de 2007, la police commença toutefois à tenir un autre mouvement pour responsable des attentats qui frappaient l’Inde, le Indian Mujahideen (IM), présenté comme une émanation du SIMI.

Ce groupe revendiqua quatre actions en 2007-2008 : l’attentat contre les tribunaux de l’Uttar Pradesh en 2007, et pour l’année 2008 celui de Jaipur en mai, celui d’Ahmedabad en août et celui de New Delhi en septembre. Ses messages de revendication – dont les autres groupes terroristes font généralement l’économie –, tous en anglais, présentaient le groupe comme une organisation agissant au nom de la communauté musulmane de l’Inde pour venger les violences perpétrées à Ayodhya et au Gujarat. Le premier message qualifiait les activistes nationalistes hindous de « *sons of bitches* » tandis que le dernier s’en prenait violemment aux leaders politiques du Gujarat, y compris le chef du gouvernement BJP, Narendra Modi³⁰. Le message revendiquant l’attentat contre les tribunaux de l’Uttar Pradesh est un véritable réquisitoire contre le système judiciaire qui n’aurait pas su défendre les musulmans victimes de violences nationalistes hindoues. Il insiste également sur le fait que l’IM est un mouvement « purement indien » qui n’a rien à voir avec d’autres organisations étrangères, et demande aux autres mouvements basés au Pakistan comme le LeT de ne pas revendiquer cette action.

La plupart des suspects arrêtés après les attentats de 2007-2008 se révélèrent être des musulmans indiens, notamment les dix prévenus mis derrière les barreaux après les violences d’Ahmedabad. Parmi ces derniers, beaucoup étaient des adhérents du SIMI, en particulier Mufti Abu Bashir Ilahi, 26 ans, natif d’Azamgarh en Uttar Pradesh – le cerveau de l’opération, d’après la police –, qui avait fait des études d’arabe à Deoband avant de devenir enseignant dans une madrasa d’Hyderabad. Deux de ses complices présumés étaient originaires du Gujarat. Instruits, ils appartenaient à la classe moyenne. Imran Ibrahim Sheikh, 23 ans, avait suivi les cours de journalisme et ceux sur les droits de l’homme de la *Maharaja Sayajirao* University à Baroda ; Usman Agarbattiwala, 24 ans, avait obtenu son B. Com dans la même université.

29. I. Ahmad, *Islamism and Democracy in India: The Transformation of Jamaat-e-Islami*, op. cit., p. 236.

30. Voir l’extrait du message de l’Indian Mujahideen revendiquant l’attentat d’Ahmedabad en 2008 (annexe 2) sur le site de *Critique internationale* (<http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/publica/critique/critique.php>).

L'homme suspecté par la police d'avoir fabriqué les explosifs et d'avoir envoyé les messages de revendication, Abdul Subhan Qureshi, est toujours en fuite. Il était lui aussi un des leaders du SIMI.

La rapidité avec laquelle la police prétendit avoir arrêté et emprisonné les coupables paraît toutefois bien suspecte. Tout se passa, dans ce cas comme dans d'autres, comme si elle devait faire au plus vite la preuve de son efficacité face à une opinion publique exaspérée et meurtrie par des attentats à répétition et face à une classe politique qui, dans de telles conditions, exigeait des résultats immédiats. L'enquête du principal organe de presse indien expert en investigation, *Tebelka*, paraît toutefois plus crédible. Une de ses journalistes, Rana Ayub, retrouva en effet à Ahmedabad l'homme, qu'elle appelle le Témoin, sur la foi duquel certains des prétendus coupables avaient été arrêtés. Elle se présenta à son domicile avec l'épouse de l'un des inculpés. Confronté à la détresse de cette femme et de son enfant, le Témoin livra un récit plus cohérent que certaines des révélations émanant de la police. Étudiant, il était entré en relation avec d'anciens membres du SIMI, dont Abdul Subhan Qureshi qui vivait dans la clandestinité depuis que la police avait évoqué son nom à propos de l'attentat de Bombay en 2006. Après l'arrestation de Nagori à la réunion du SIMI de 2007 à Indore, Qureshi, qui aurait d'ailleurs participé à la réunion s'il n'avait pas raté son train, avait constitué un commando avec trois autres personnes, dont le Témoin, pour attaquer les locaux du RSS et d'autres organisations nationalistes hindous à Ahmedabad. Le Témoin justifia son désir de vengeance dans les termes suivants : « Vous savez ce qu'ils nous ont fait. Nous avons vu les vidéos de Babu Bajrangi [un militant nationaliste hindou auteur des pires violences] à la télévision et les types de la VHP [Vishva Hindu Parishad, une des filiales les plus importantes du RSS] parlant de la façon dont ils avaient éventré des femmes enceintes. Les hommes politiques savaient que ce qui se passait n'allait pas. Les hindous savaient parfaitement que c'était mal mais ils ont quand même soutenu Narendra Modi. Nous voulions seulement leur montrer ce que ça fait quand les vôtres sont tués »³¹.

Le Témoin déclara à *Tebelka* qu'il s'était néanmoins retiré du complot lorsqu'il avait découvert qu'il ne s'agissait plus d'attaquer des organisations nationalistes hindoues, mais de poser des bombes qui allaient tuer des innocents. Il apprit en outre après les attentats que les explosifs avaient été fournis par des *outsiders* qui avaient loué une chambre en ville et qui, à la différence du groupe initial, « ne portaient pas la barbe mais des jeans et fumaient beaucoup ». Arrêté lors d'une rafle dans son quartier de Juhapura, l'un des plus grands ghettos musulmans de l'Inde, le Témoin avait été

31. Rana Ayub, « Chilling Confession », *Tebelka*, 6 (318), août 2008.

soumis à la torture et avait donné les noms d'anciens membres du SIMI apparemment suggérés par la police qui l'avait menacé de représailles s'il venait à se rétracter.

Au cours des années 2000, les organisations islamistes pakistanaises qui cherchaient à élargir leur champ d'action à d'autres régions de l'Inde que le Cachemire trouvèrent de nouveaux relais parmi de jeunes musulmans révoltés par les violences dont était victime leur communauté. Cette radicalisation fut clairement à l'œuvre au sein du SIMI, creuset d'un jihadisme armé à partir duquel l'IM prit corps. Mais l'équation SIMI = terrorisme dans laquelle se complait la police n'est pas convaincante : il n'existe aucune preuve de l'implication des leaders du SIMI (et pas seulement de ses anciens leaders) dans des actions terroristes, et celles-ci peuvent avoir été le fait d'individus extérieurs à toute organisation qui, comme le Témoin, aspirait à venger les leurs.

L'indianisation du jihadisme que l'on constate au cours des années 2000 ne fut que très partielle, comme en témoignent les attentats de Bombay de 2008, téléguidés depuis le Pakistan. Mais la présence croissante de musulmans indiens dans les actions terroristes ayant lieu dans leur pays n'en marque pas moins un tournant, ne serait-ce qu'en raison de l'imitation des méthodes islamistes par une partie de la mouvance nationaliste hindoue qui en résulta.

La transformation mimétique du terrorisme hindou

La notion de « terrorisme hindou » n'est pas nouvelle. Dans les années 1930-1940, des nationalistes hindous s'en prirent de façon violente et anonyme – *via* des formes d'attentat plus ou moins improvisées – non seulement aux musulmans qu'ils accusaient de vouloir « tronçonner » l'Inde en exigeant la création du Pakistan, mais aussi à Gandhi, l'apôtre de la non-violence. Vinayak Damodar Savarkar, le président de la Hindu Mahasabha – qui aspirait à « militariser les hindous » pour leur permettre de mieux résister à ce qu'il appelait la menace musulmane – créa une milice, le Hindu Rashtra Dal (HRD), qui recruta certains de ses militants au sein du RSS. Nathuram Godse, l'assassin de Gandhi quitta d'ailleurs le RSS qu'il trouvait trop peu porté à l'action, pour ne plus prêter allégeance qu'à Savarkar³².

Même si celui-ci ne décéda qu'en 1961, ce courant de la vie politique indienne ne survécut pas à la répression orchestrée par Nehru après l'assassinat du Mahatma Gandhi. Il renaquit toutefois de ses cendres au

32. Pour plus de détails, voir C. Jaffrelot, « The Militias of Hindutva: Communal Violence, Terrorism and Cultural Policing », dans Laurent Gayer, Christophe Jaffrelot (eds), *Armed Militias of South Asia: Fundamentalists, Maoists and Separatists*, New York, Columbia University Press, 2009, p. 199-236.

milieu des années 2000, en réaction à la vague d'attentats islamistes qui secoua l'Inde, et surtout à partir du moment où l'implication de musulmans indiens fut mise en avant par la police.

Si les nationalistes hindous se rendirent coupables de plusieurs attentats et si plusieurs de leurs groupes sont sans doute en cause, les informations fournies par la justice et la police – celle-ci étant moins prolixe à propos des terroristes hindous que des terroristes musulmans – ne nous permettent, à ce jour, de ne reconstituer qu'une affaire, celle de Malegaon. Dans cette ville du district de Nasik au Maharashtra, un attentat à la bombe visant une mosquée à la fin du Ramadan fit six morts en septembre 2008.

Dans un premier temps, l'enquête permit d'arrêter une femme, Pragya Singh Thakur, une *sadhvi* (figure religieuse), qui avait commencé sa carrière au sein du syndicat étudiant du Sangh parivar – « la famille du RSS » –, l'Akhil Bharatiya Vidyarthi Parishad (ABVP), dans deux villes universitaires du Madhya Pradesh, Ujjain et Indore, avant de devenir membre de la direction du syndicat en 1997 puis d'entrer en religion³³. Shamlal Bhavar Sahu, titulaire d'un B. Com. du Christian College d'Indore et vendeur de téléphones mobiles dans la ville, et Shiv Narayan Singh, diplômé (BSc) du New School College d'Indore, à la fois électricien et agent d'assurances, furent arrêtés en même temps que Pragya Singh Thakur, pour avoir disposé les bombes sur un deux roues à moteur ayant appartenu à la militante.

Dans un second temps, ce fut un groupe composé d'officiers, encore en activité ou à la retraite, qui fut mis en cause. Le major Ramesh Upadhyay, qui avait fait l'essentiel de sa carrière dans l'artillerie, fut arrêté le premier et admit rapidement avoir eu trois réunions préparatoires à l'attentat de Malegaon avec Pragya Singh Thakur et ses complices. Si le procureur Ajay Misra déclara aussitôt à la presse que c'était probablement Upadhyay qui avait appris aux poseurs de bombe à fabriquer des explosifs et leur avait procuré du RDX, il s'avéra que c'était un autre officier qui se trouvait à la tête du complot : après son arrestation, le lieutenant-colonel Prasad Purohit reconnut que, lorsqu'il était en poste à Nasik (Maharashtra) comme agent de renseignement, il avait approché Upadhyay. Comme celui-ci, il avait formé les poseurs de bombe au maniement des explosifs et leur avait fourni des armes³⁴. Il avait également fait faire de faux bordereaux au moment où il était en poste au Jammu et Cachemire en 2004-2005, pour procurer des permis de port d'armes à ses complices. Une fois muté à Panchmarhi (Madhya Pradesh)

33. *The Times of India*, 26 octobre 2008.

34. M. Hafeez, « Retd [Retired] Major Trained Sadhvi in Bomb-Making: Prosecutor », *The Times of India*, 31 octobre 2008.

en juillet 2008, il avait organisé des camps d'entraînement pour former des militants à l'usage des armes et à la manipulation des explosifs.

Les cinq accusés étaient tous membres d'Abhinav Bharat (La Jeune Inde), mouvement basé à Poona (Maharashtra) – la ville de Nathuram Godse – qui portait le nom de la première organisation terroriste créée par Savarkar en 1905. Abhinav Bharat semble avoir été fondée par Purohit en juin 2006. Son président exécutif n'était autre qu'Upadhyaya³⁵ et sa présidente, Himani Savarkar, la présidente de la Hindu Mahasabha – le parti que Savarkar avait présidé de 1937 à 1942. Himani Savarkar est d'ailleurs l'épouse du neveu de ce dernier et la nièce de Nathuram Godse³⁶.

Se faisant l'écho de fuites orchestrées par la police, *The Economic Times* rapporta que « les interrogatoires de Purohit [permettaient] d'établir qu'il [s'agissait] d'un homme aux vues très carrées en termes d'extrémisme hindou. Il [avait] été particulièrement clair dans l'expression de ses préoccupations face au meurtre d'hindous par des groupes terroristes jihadistes, considérant qu'il fallait absolument faire quelque chose. À plusieurs reprises, il [avait] fait part à ses collègues de l'armée de ses opinions sur la nécessité, pour les hindous, de mener des représailles. Naturellement, aucun d'entre eux n'[avait] compris à quel point il fallait le prendre au sérieux ni que cela pourrait le conduire à mener une véritable opération de représailles. (...) Purohit était la figure clé d'Abhinav Bharat dont il formait les cadres en attirant des éléments "extrémistes" de la VHP et du RSS. Agent de liaison expert en la matière, [il] avait un sixième sens pour repérer les membres radicaux des organisations de droite comme la VHP et pour les amener à rejoindre Abhinav Bharat »³⁷.

Cette description rappelle l'influence que Savarkar exerça sur Godse pour attirer ce militant du RSS dans la milice qu'il avait créée (HRD). Un autre point commun entre le terrorisme savarkariste et celui de la mouvance de Purohit – hormis le fait que dans les deux cas nous avons affaire à des brahmanes du Maharashtra – est la relation à l'institution militaire. Savarkar s'efforça de militariser les hindous en les exhortant à rejoindre l'armée et en utilisant pour les former les services d'officiers sympathisants comme N. D. Apte – autre leader de l'HRD qui officiait comme agent recruteur pour les Britanniques et qui fut le seul co-accusé de Godse à être condamné à mort pour le meurtre de Gandhi. Comme Savarkar, l'organisation Abhinav Bharat eut recours aux services de certains militaires. Sa démarche s'inscrivait dans le cadre du rapprochement du mouvement nationaliste hindou et de militaires indiens amorcé dans les

35. *The Indian Express*, 4 novembre 2008.

36. *Ibid.*

37. Bharti Jain, « I Masterminded Malegaon Blast: Lt Col », *The Economic Times*, 7 novembre 2008.

années 1990. Au demeurant, Upadhyay avait été à la tête de la cellule du BJP de Bombay chargée de recruter des militaires à la retraite³⁸. Dès les années 1989-1991, années de son « décollage » électoral, ce parti accueillit un bon nombre de ces officiers dans ses rangs³⁹. Après son accession au pouvoir en 1998, deux autres douzaines d'anciens officiers le rejoignirent⁴⁰. Cet afflux reflétait sans doute l'atmosphère de plus en plus hindoue militante qui régnait dans l'armée. En décembre 2003, une enquête du Centre for the Study of Developing Societies pour le magazine *Tebelka*, la première concernant les soldats, montra que selon 19 % d'entre eux il existait des formes de discrimination fondées sur l'appartenance religieuse dans l'armée indienne ; ce pourcentage s'élevait à 24 % parmi les musulmans interrogés⁴¹.

Alors qu'il avait toujours dénoncé les méthodes de Savarkar – notamment ses appels à la violence –, le RSS hésita longtemps avant de se prononcer sur le cas d'Abhinav Bharat. Il s'abstint finalement de condamner l'organisation et offrit même à ses membres une assistance judiciaire. Prakash Sharma, chef du Bajrang Dal, le bras armé de la VHP, déclara en outre que les « hommes politiques devraient s'inquiéter de ce que des hindous en viennent à prendre les armes à cause de la politique d'évitement du gouvernement par rapport à la guerre au terrorisme ». Il admit également que le Bajrang Dal organisait lui aussi des camps d'entraînement « pour gonfler [le] moral [de ses troupes]. Le pays, dit-il enfin, n'aurait pas d'Abhinav Bindra⁴² s'il n'y avait pas de formation aux armes pour la jeunesse »⁴³.

Plusieurs indices ont récemment pointé en direction d'une dérive terroriste du Bajrang Dal, notamment ceux réunis par la police dans le cadre de l'enquête sur l'explosion de Nanded (Maharashtra) en 2006⁴⁴. Un officier de marine à la retraite originaire de Poona, S. R. Bhate, qui entretenait des relations avec le RSS depuis 1996, déclara à la police qu'il avait été approché par les leaders locaux de l'organisation en 2000 pour « former ses militants à l'usage des bâtons de gélatine »⁴⁵. À propos d'un camp qui s'était tenu dans les locaux d'une académie militaire, la Bhonsle Military School de Nasik, « Bhate

38. M. Hafeez, « Retd [Retired] Major Trained Sadhvi in Bomb-Making: Prosecutor », art. cité.

39. Voir « L'attrait du BJP sur les cadres de l'armée et de la police indiennes à la retraite » (annexe 3) sur le site de *Critique internationale* (<http://www.ceri-sciences-po.org/cefr/publica/critique/critique.php>).

40. *Radiance*, 22 mars 1998.

41. *Tebelka*, 14 février 2004.

42. Abhinav Bindra est le nom du seul champion olympique (de tir à la carabine) dont l'Inde eut à fêter la médaille d'or en 2008.

43. *The Indian Express*, 30 octobre 2008.

44. Deux militants du Bajrang Dal se tuèrent en maniant une bombe (*Indian Express*, 9 novembre 2008).

45. « A 2006 Probe Had also Thrown up Ex-Servicemen, Bhonsala School Links », *Indian Express*, 1^{er} novembre 2008.

déclara aux enquêteurs de l'ATS que le camp avait été organisé par le RSS, que 115 militants venus de tout le pays y avaient été formés au karaté, au saut d'obstacles et au tir au pistolet et que deux militaires et deux anciens officiers de l'IB [Intelligence Bureau], tous à la retraite, étaient également présents »⁴⁶. Les ramifications du mouvement nationaliste hindou au sein de l'institution militaire – et peut-être même des services de renseignement – suscitèrent une grande émotion dans l'intelligentsia et un réflexe d'autodéfense au sommet de l'armée, l'état-major ne faisant ensuite rien pour aider la police à mener l'enquête. Il est d'ailleurs probable que celle-ci ne sera pas poursuivie avec une grande détermination, sauf si elle est portée par une forte volonté politique et des policiers d'exception, hypothèse peu probable dans la mesure où le chef de l'ATS du Maharashtra dont la ténacité avait permis que l'enquête soit menée à un rythme soutenu à l'automne 2008 est mort, victime des terroristes de Bombay, le 26 novembre.

Si Abhinav Bharat rappelle le mouvement savarkariste des années 1940 en raison de son culte de la violence antimusulmane et de la sociologie de ses chefs, son *modus operandi* n'est pas le même. Il s'agit désormais d'imiter les islamistes en reproduisant le même type d'attentats que ceux que leur attribue la police, afin de venger les victimes hindoues et de saigner la minorité musulmane pour lui montrer qu'elle ne saurait frapper la communauté majoritaire en toute impunité. Himani Savarkar – qui n'a toujours pas été inculpée par la police – a déclaré à la presse que son organisation ne faisait qu'imiter les méthodes de ses ennemis⁴⁷. Cette démarche mimétique rejoint l'annonce – non suivie d'effets à ce jour – de Bal Thackeray, le leader de la Shiv Sena, de lever des commandos suicides propres à rivaliser avec les islamistes.

Il existe toutefois une autre ressemblance entre le SIMI et Abhinav Bharat : dans les deux cas, ces groupes basculèrent dans le terrorisme par dépit. Les membres les plus radicaux du SIMI attendaient de la JIH une réaction plus forte à la mobilisation nationaliste hindoue contre la mosquée d'Ayodhya, tandis qu'Abhinav Bharat naquit des frustrations que l'inefficacité de l'État et l'inaction du Sangh parivar suscitèrent parmi les nationalistes hindous, comme jadis Godse s'était érigé contre l'inaction du RSS. Qu'il s'agisse d'une frange de militants amers ne rend pas le phénomène marginal pour autant. Au cours des seules années 2006-2009, 48 attentats furent recensés en Inde, dont 35 au Maharashtra, qui, pour la plupart, sont attribuables à la mouvance nationaliste hindoue, d'après S. M. Mushrif⁴⁸.

46. *Ibid.*.

47. « "Why not Blast for Blast"? Asks Abhinav Bharat President Himani Savarkar », interview de Himani Savarkar, *Outlook*, 13 novembre 2008.

48. S. M. Mushrif, *Who Killed Karkare? The Real Face of Terrorism in India*, *op. cit.*, p. 32-38, 270 et suivantes.

Longtemps les autorités et les médias indiens ont présenté les actes terroristes ayant cours dans leur pays comme un phénomène exogène dû à des groupes pakistanais ou bangladais. Suivant la logique de cette présentation, les musulmans indiens qui les soutenaient étaient présentés comme de pauvres exclus de la croissance dont les groupes étrangers abusaient de la naïveté. Rendant compte des violences d'Hyderabad en septembre 2007, le magazine *India Today* illustra son analyse d'une carte de l'Inde cernée par deux serpents abrités par ses voisins de l'Ouest et de l'Est avec ce double commentaire : d'un côté, « Les attentats sont directement orchestrés depuis l'étranger à travers le système PCO [Professional Congress Organiser] et des cybercafés », de l'autre, « Les musulmans pauvres de Nalgonda, Mahbhunagar et Warangal [des quartiers d'Hyderabad], qui n'ont pas bénéficié du boom économique, sentent qu'ils devraient apporter leur soutien à ceux qui prônent le jihad »⁴⁹. Après les attentats de 2007 à Londres et à Glasgow, qui furent en partie l'œuvre de musulmans d'origine indienne, le Conseiller national pour la sécurité, M. K. Narayanan, se félicita que « qu'il n'y ait de musulman indien dans aucun de ces camps [d'Al Qaïda] » et que « le musulman indien soit bien mieux intégré que l'immigré musulman au Royaume-Uni ou ailleurs »⁵⁰.

Cette lecture du phénomène terroriste ignore le rôle croissant non seulement des islamistes locaux – qui sont loin par ailleurs d'être des *lumpen elements* –, mais aussi des groupes hindous qui réagissent aux attentats par des méthodes similaires, renouant ainsi avec une tradition fort ancienne de mimétisme stratégique.

Aucun attentat majeur n'a frappé l'Inde entre novembre 2008 et le 13 février 2010, date à laquelle l'explosion d'une bombe à Poona a fait 8 morts. Selon les observateurs, cette accalmie a été attribuée tantôt aux pressions exercées sur le Pakistan par les États-Unis, tantôt au démantèlement des réseaux terroristes par la police indienne, tantôt à la reprise en main de sa jeunesse par le clergé islamique indien. Si elle a effectivement perdu de sa vigueur, la vague terroriste s'est soldée par l'arrestation de centaines de jeunes musulmans, notamment de membres du SIMI, qui sont toujours en prison, parfois en vertu de lois d'exception qui se sont déjà traduites par l'arrestation massive de jeunes musulmans dans le passé.

La mise en application du *Terrorist and Disruptive Activities (Prevention) Act* (TADA), voté en 1985, a ainsi eu pour conséquence l'arrestation de 59 509 personnes, musulmanes pour la plupart, dont seules 725 furent finalement inculpées. À partir de 2002, le *Prevention of Terrorism Act* (POTA),

49. Amarnath K. Menon, Sandeep Unnithan, « The Pak-Bangla Axis of Terror », *India Today*, 10 septembre 2007, p. 40-41.

50. *Central Chronicle*, 30 juillet 2007.

promulgué par le gouvernement Vajpayee, eut des effets similaires. Les suspects arrêtés en vertu du POTA après le pogrome antimusulman du Gujarat en 2002 étaient tous – sauf un ! – des musulmans. Plus de 100 personnes restèrent en détention provisoire pendant sept ans, jusqu'à ce que la Cour suprême se saisisse du dossier en 2008. En 2004, sous le gouvernement Manmohan Singh, le POTA fut remplacé par l'*Unlawful Activities Prevention Act* (UAPA), largement utilisé lui aussi contre les musulmans⁵¹. Après chaque attentat ou presque, la police opéra des rafles dans les quartiers musulmans, les suspects étant ensuite soumis en prison à des interrogatoires musclés qui allèrent souvent jusqu'à la torture. Ces méthodes, qui ne firent qu'accroître l'hostilité de la minorité musulmane, compromirent la bonne marche des enquêtes, les inculpés livrant de fausses informations pour revenir ensuite sur leurs aveux. Lorsque les procès eurent enfin lieu, il y eut des centaines d'acquittements, la justice ne trouvant pas suffisantes les preuves réunies par la police⁵².

Ce processus s'explique en partie par les pressions que le mouvement nationaliste hindou exerce sur le pouvoir. Après l'attentat d'Hyderabad, par exemple, L. K. Advani, leader du BJP, alla jusqu'à déclarer que « la politique d'apaisement [*apeasement*] » du Congrès vis-à-vis des musulmans revenait à se montrer complaisant à l'égard du terrorisme⁵³. La défaite du BJP aux élections de 2009 devrait amener le Congrès à moins craindre ce parti et à davantage contrer son discours sécuritaire fortement teinté de xénophobie. La branche régionale du Congrès de l'Uttar Pradesh s'est dotée d'un Anti-Communal Front, dont le chef, Amaresh Misra a reconnu en 2009, en présence de l'un des secrétaires généraux du parti, Digvijay Singh, que de nombreux jeunes musulmans étaient maintenus en prison sans raison. Il appartient à la justice de traiter ces dossiers de façon prioritaire et d'organiser le procès d'Abhinav Bharat qui prouvera que l'État de droit demeure une réalité en Inde. ■

Christophe Jaffrelot est directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS, Paris). Il enseigne l'histoire et la politique de l'Asie du Sud à Sciences Po. Il a récemment co-dirigé, avec Laurent Gayer, *Armed Militias of South Asia: Fundamentalists, Maoists and Separatists* (New York, Columbia University Press, 2009). Adresse électronique : jaffrelot@ceri-sciences-po.org

51. K. Acharya, « India: Exploiting Terrorism », *Inter Press Service*, 13 août 2008.

52. C'est le cas de la plupart des accusés issus du SIMI dont *Tebelka* a pris la peine de retracer l'histoire. Voir, par exemple, Ajit Sahi, « The Cry of the Beloved Country », *Tebelka*, 5 (3216), août 2008.

53. A. Dhar, « Advani Blasts Failure to Prevent Terror Attacks », *The Hindu*, 30 août 2007.